

Décision n° 2018-245

autorisant une activité de prises de vues
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales, une circulation hors-sentier dans la
zone des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe,
ainsi que des survols d'aéronefs motorisés à moins de 1000 mètres du sol
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2, R.331-65 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3, 15 et 16,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national et les modalités 4, 28, 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

VU l'arrêté n°2013-09 du 3 juin 2013 instaurant la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe, notamment son article 7,

VU la décision n°2017-936 du 18 août 2017 autorisant Monsieur MADELAIN et Monsieur STRANGI, agents du Musée départemental des Merveilles, à réaliser des prises de vues photogrammétriques sur le site des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe, du 1er au 30 septembre 2017,

VU l'arrêté préfectoral du 20 mars 2018 autorisant Madame SANDRONE Silvia à procéder à une opération de prospection thématique avec relevé d'art rupestre jusqu'au 15 décembre 2018 sur la « région du Mont Bégo »,

VU la demande présentée le 1^{er} juin 2018 par Madame SANDRONE Silvia, attachée de conservation et adjointe de l'administrateur du Musée départemental des Merveilles,

VU l'avis réservé du Conseil scientifique en date du 29 juin 2018,

Considérant que la demande porte sur la vérification des prises de vues photogrammétriques réalisées en 2017 ainsi que sur la réalisation de relevés et d'images complémentaires au moyen d'un drone et d'un ULM, à des fins de mise en 3D de roches gravées les plus significatives de la région du Mont Bégo, vallées des Merveilles et de Fontanalbe,

Considérant que ces prises de vues et survols entrent dans le cadre du projet scientifique et pédagogique du Musée des Merveilles, mené en partenariat avec la DRAC des Alpes-Maritimes et préalablement autorisé par la Commission territoriale de la recherche archéologique et le Préfet par l'intermédiaire de l'arrêté du 20 mars 2018 susvisé,

Considérant à ce titre que la demande de prises de vues entre dans un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 1° *Réalisation de films, reportages ou documents didactiques ou pédagogiques* » en lien avec le territoire du Parc,

Considérant parallèlement que les survols correspondent aux besoins du projet scientifique et qu'à ce titre, ils peuvent être autorisés sans restriction particulière de dates, en application de la modalité 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

Considérant que les prospections de terrain incluant les survols sont prévues du début du mois de juillet à la fin du mois de septembre 2018, telles que déclarées dans le dossier de demande d'opération archéologique,

Considérant que ces survols sont prévus pour durer plusieurs heures et pendant plusieurs jours,

Considérant qu'au mois de juillet, la faune sauvage et notamment les grands ongulés (Chamois, Bouquetins) sont encore en période d'élevage des jeunes et qu'à ce titre, il convient de minimiser les dérangement liés aux survols de leurs zones habituelles de regroupement,

Considérant qu'en juillet et août, le site des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe connaît habituellement ses pics de fréquentation touristique, que le survol à basse altitude du site par un petit avion ou un ULM, par son bruit, peut considérablement dégrader les conditions de découverte du site en même temps que porter atteinte à son image et à celle du cœur du Parc national,

Considérant que sur cette période de forte fréquentation touristique, la vue d'un drone peut générer un effet d'entraînement et favoriser l'usage de ces engins à titre individuel dans un cadre de loisir en dépit des risques d'impacts environnementaux (bruit, dérangement) et de la réglementation en vigueur dans le cœur du parc,

Considérant à ce titre, qu'il convient de reporter les survols de l'avion ou de l'ULM afin d'éviter les périodes les plus sensibles, et de prévoir une mesure d'information préalable des publics et des visiteurs, relative au caractère exceptionnel de ces survols réalisés dans un but scientifique,

Décide :

Article 1:

Les bénéficiaires nommés à l'article 3 ci-dessous sont autorisés aux conditions définies aux articles suivants, à réaliser des prospections scientifiques avec prises de vues dans un cadre professionnel et avec survols d'aéronefs motorisés à moins de 1000 mètres du sol, dans la zone des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe située dans le cœur du parc national.

Ces prises de vues et ces survols sont réalisés dans le cadre exclusif d'une autorisation préfectorale de mise en œuvre d'opération de prospection thématique avec relevé d'art rupestre, celle-ci visant à terme une mise en 3D des éléments les plus remarquables du site archéologique.

Article 2:

La présente autorisation est accordée sur la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe, pour les périodes comprises

2.1. entre la date de signature de la présente et le 30 septembre 2018 en ce qui concerne les prospections et prises de vues réalisées **à l'aide de moyens terrestres** ;

2.2. entre le 02 septembre et le 30 septembre 2018 en ce qui concerne les prospections et prises de vues réalisées **à l'aide d'un drone, d'un avion ou d'un ULM.**

Les bénéficiaires sont tenus d'informer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour, au moins 15 jours francs avant le démarrage de leurs sessions successives de prospection sur site, qu'elles soient terrestre ou aériennes.

Contact :

service territorial Roya-Bévéra : 04.93.04.67.00

chef du S.T - COLLENOT Aurélien (aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr)

adjoint du S.T - CHAPELUT Florent (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr)

Article 3 :

La présente autorisation est accordée au bénéfice des personnes suivantes :

- SANDRONE Silvia, Musée des Merveilles ;
- MADELAIN Vincent, Service de l'Information territoriale du Conseil départemental des Alpes-Maritimes ;
- STRANGI Jean-Marie, Musée des Merveilles ;
- GAGLIO Henri, Musée des Merveilles ;
- GIUGGIA Grégory, Service de l'Information territoriale du Conseil départemental des Alpes-Maritimes ;
- CLARY Didier, Service de l'Information territoriale du Conseil départemental des Alpes-Maritimes ;
- opérateur de l'entreprise prestataire S.A.S. NEODYM – SIRET 814 466 892, représentée par son dirigeant Monsieur THENAISY Johan.

Article 4 : circulation des personnes dans la zone réglementée des Merveilles et de Fontanalbe

Pour les besoins exclusifs de la campagne de prospections et de prises de vues, les bénéficiaires nommés à l'article 3 sont autorisés à circuler à pieds en-dehors des itinéraires ouverts à la circulation du public.

Article 5 : circulation et stationnement des véhicules terrestres motorisés sur les pistes d'accès à la zone réglementée des Merveilles et de Fontanalbe

La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et le cas échéant, de stationner en véhicule terrestre à moteur sur les pistes d'accès à la zone réglementée des gravures rupestres et situées dans le cœur de parc national.

Les autorisations nécessaires à l'acheminement des bénéficiaires et de leur matériel de prise de vue devront faire l'objet d'une demande ultérieure auprès du service territorial concerné – cf. article 2, dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.

Article 6 : prescriptions particulières liées aux prises de vues réalisées à l'aide de moyens terrestres

6.1. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage et domestique, ni dégradation du milieu naturel ou des gravures rupestres, de quelque manière que ce soit.

6.2. Les bénéficiaires sont tenus de ne pas utiliser de support (type trépied) équipé d'embouts ferrés, sauf à ce que ces derniers soient neutralisés par des protections adaptées.

Article 7 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques aériens

Les survols de l'aéronef télépiloté sans personne à bord – drone - ainsi que les survols de l'avion ou de l'Ultra-Léger-Motorisé – ULM - sont autorisés aux conditions suivantes :

7.1. L'autorisation dérogatoire de survol est soumise au strict respect des périodes définies à l'article 2 et aux plans de vols annexés à la présente.

7.2. Survol du drone exclusivement en « vol en vue ».

7.3. Pas plus d'un appareil en vol simultanément.

7.4. Interdiction de survol de rassemblement de personnes ou d'animaux à une altitude inférieure à 150 m du sol.

7.5. La présente décision vaut autorisation de balisage pour le repérage aérien des secteurs à photographier. Ce balisage sera constitué de cibles planes amovibles à poser au sol, de dimension 1m x 1m et identifiées par le logotype du Conseil départemental des Alpes-Maritimes. L'ensemble de ces balises sera positionné au début de l'opération et retiré au maximum 24h après la fin des prises de vue par survols.

Article 8 :

8.1. Aux personnes le sollicitant en ce sens, les bénéficiaires devront expliquer l'objectif de leurs activités, et préciser qu'elles sont dûment autorisées par le directeur de l'Établissement public du parc national du Mercantour.

8.2. Des dispositifs d'information du public seront installés en bordure des principaux accès pédestres et pistes, au niveau des entrées dans la zone réglementée des Merveilles et à celle de Fontanalbe, ainsi qu'au niveau des refuges. Ces dispositifs, de type panonceaux amovibles, feront mention de l'opération scientifique en cours, de ses objectifs, de sa durée, et des moyens aériens exceptionnellement autorisés en mentionnant les décisions réglementaires correspondantes (arrêté préfectoral et présente décision)

8.3. L'installation de ces dispositifs d'information sera réalisée de manière à ce qu'ils soient intégrés au site et qu'ils ne gênent pas la visite du public.

8.4. Ces dispositifs d'information seront posés dès le début des prospections de terrain et déposés sans délai en fin d'opération.

8.5. Au moins 10 jours ouvrés avant le début des prospections de terrain, les bénéficiaires transmettront aux accompagnateurs à jour de leur agrément Merveilles pour l'année en cours, une information résumée relative au projet scientifique et aux moyens aériens exceptionnellement autorisés dans ce cadre.

Article 9 :

9.1. Les bénéficiaires sont tenus de faire figurer sur les supports illustrés de leurs prises de vues, la mention suivante : « Les images réalisées dans le cœur du parc national ont bénéficié d'une autorisation spécifique conformément à la réglementation en vigueur (numéro de la (des) décision(s) »

9.2. Les bénéficiaires sont tenus de transmettre la totalité des images réalisées dans le cadre de la présente décision, dans un délai de 2 mois à échéance de celle-ci.

Les bénéficiaires autorisent le Parc national du Mercantour à utiliser ces images pour l'illustration des documents pédagogiques ou scientifiques non commerciaux qu'il édite, sous réserve de la mention obligatoire « © nom prénom CD06 ».

Article 10 :

La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du Parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée du tournage.

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises, notamment auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur la flore et la faune sauvages, les milieux naturels et le caractère du parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par l'Établissement public du Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Les bénéficiaires en assument toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 11 :

Les bénéficiaires devront présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 12 :

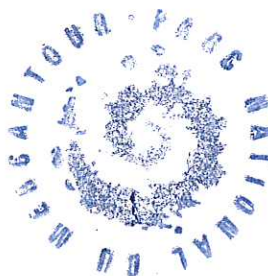
Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose les bénéficiaires à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 13 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 3 juillet 2018



Le Directeur Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER

PLAN DE VOL DE L'OPERATION DE PRISES DE VUES PAR AVION OU ULM
MUSEE DES MERVEILLES

